

Le Royaume-Uni, porte-avions des investissements chinois en Europe

MIS EN LIGNE LE 13/07/2017 À 12:26  MARC ROCHE

Passé le choc du Brexit, les hommes d'affaires Chinois restent séduits par les facilités qu'offre la City pour les relations commerciales.



En avril dernier, Chinois et Britanniques ont célébré le départ du premier train de marchandises reliant directement Londres à la Chine. Un signe parmi d'autres de la bonne santé des relations commerciales entre les deux pays. © Reuters.

Nuits de Chine, nuits câlines, nuits d'ivresse... Il est peu probable que les dirigeants chinois aient vu le film d'Alain Resnais, *On connaît la chanson*, sur le jeu des apparences. Ils préfèrent travailler dans le réel. C'est pourquoi, malgré les incertitudes créées par le Brexit, Pékin continue d'utiliser le Royaume-Uni comme porte-avions de sa stratégie d'investissement en Europe. Une étude de l'école de commerce londonienne Cass atteste les affinités électives entre les deux pays en dépit de la prochaine sortie de l'Union européenne.

Ainsi, malgré le vote du 23 juin 2016 en faveur du retrait, le Royaume-Uni a été la cible d'un nombre record de fusions-acquisitions réalisées par des compagnies chinoises au premier semestre 2017. Trois secteurs sont particulièrement visés : les services financiers (qui comprennent l'immobilier), la santé et la technologie.

« Les Chinois privilégient les investissements à long terme. La perspective du Brexit n'a guère entamé leur engouement pour un pays où ils se sentent bien accueillis et qu'ils apprécient. A leurs yeux, quelles que soient les incertitudes du largage des amarres, l'avenir de l'économie britannique apparaît plus sûr que celui de l'économie chinoise », nous dit Henry Tillman, PDG du bureau conseil China Investment Research qui a participé à l'étude de la Cass Business School. Experte de l'économie chinoise à Chatham House, Paola Subacchi confirme la persistance du tropisme britannique de l'Empire du Milieu malgré les nuages qui s'amoncellent à court terme : *« Les Chinois ne comprennent pas pourquoi le Royaume-Uni a choisi de quitter l'Union européenne. Mais ce sont des gens réalistes »*.

Brexit, connais pas ? Certes, début janvier, Pékin a gelé l'accord financier anglo-chinois signé en 2013 par l'ex-Premier ministre britannique David Cameron. Le projet d'émettre à Londres un deuxième emprunt obligataire libellé en yuans a été abandonné. Par ailleurs, le plan de liaison des bourses de Shanghai et de Londres a été reporté sine die.

A la recherche d'un havre de paix

La City était dans ses petits souliers. Pas pour longtemps. Rapidement, le business as usual, a repris le dessus côté chinois. Passé le choc initial du vote en faveur du Brexit, les Chinois sont restés confiants, voire optimistes quant à l'ouverture du pays aux investissements étrangers. La flexibilité sociale et salariale britannique continue d'attirer les hommes d'affaires chinois. Outre l'anglais et l'avantage des fuseaux horaires, le royaume d'Elizabeth II est foncièrement libre et le contrôle s'exprime de manière informelle. Malgré les difficultés de la convertibilité du yuan à l'international, la chute de la livre sterling et des prix de l'immobilier outre-Manche, surtout dans les grandes villes de province, attirent les capitaux chinois à la recherche d'un havre de paix dont la stabilité politique semble à long terme assurée.

Autre motif de confiance, la présence à Londres d'un lobby chinois très influent au sein de l'establishment. Présidé par l'ancien vice-Premier ministre travailliste, Lord Mandelson, cette association informelle regroupe le ban et l'arrière-ban de la politique et de la City. D'ailleurs, il n'existe plus de contre-pouvoir anti-chinois depuis la démission de Nick Timothy, codirecteur de cabinet du Premier ministre, Theresa May, tenu responsable de la déroute électorale des Tories lors du scrutin général du 8 juin.

Un gigantesque dessein

L'autre relais des ambitions chinoises en Europe est la banque HSBC dont Hong Kong est le pré carré historique. Ainsi, le numéro un britannique capte une partie des flux financiers chinois pour les faire fructifier via son réseau offshore comme l'ont démontré les Panama Papers publiés en 2016. HSBC vient de conclure la première joint-venture pour créer une maison de courtage à Shanghai dans laquelle, fait rarissime, elle est actionnaire majoritaire.

Dernier volet de l'essor de l'entente sino-britannique en dépit de l'inconnue Brexit, les nouvelles « routes de la soie ». Le Royaume-Uni est un pilier de cette initiative aussi appelée One Belt One Road (une ceinture, une route) lancée en 2013 par le président Xi Jinping en vue d'accroître le rayonnement extérieur de la Chine. Les investissements dans les infrastructures britanniques et la multiplication des fusions-acquisitions s'intègrent à ce gigantesque dessein destiné à appuyer la quête du leadership mondial.

Et outre-Manche, la cheville ouvrière de ce projet est le projet de centrale nucléaire d'Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre qui associe EDF et la China General Nuclear Power Corporation. En dépit du Brexit, l'avenir de l'atome civil britannique passe désormais par Pékin. Que voulez-vous de plus ?

jeudi, juillet 13, 2017 - 12:26